

Michael Ignatieff plaide pour la défense de “la liberté académique”

Hongrie Le recteur de l'Université d'Europe centrale demande l'aide de l'UE face aux dérives du pouvoir hongrois.

Rencontre Maria Udrescu

Michael Ignatieff, recteur de l'Université d'Europe centrale (CEU), se trouvait ces lundi et mardi à Bruxelles pour tirer la sonnette d'alarme face aux menaces qui pèsent sur la liberté académique en Hongrie. Il s'est notamment entretenu avec plusieurs eurodéputés, la veille d'un débat prévu ce mercredi au Parlement européen au sujet de l'adoption de lois controversées par Budapest, dont notamment celle sur l'éducation supérieure. Celle-ci menace de fermeture cette institution fondée par le philanthrope américano-hongrois George Soros, qui sera d'ailleurs présent à Bruxelles ce jeudi pour discuter de l'évolution politique en Hongrie avec le président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker.

Comment expliquez-vous ce conflit avec le gouvernement du Premier ministre Viktor Orban ?

La CEU est une université américano-hongroise qui est présente en Hongrie depuis 25 ans. Mais le gouvernement veut la fermer parce qu'il veut s'en prendre aux institutions libres de Hongrie. Pour cela, il évoque des “irrégularités”. Cela me met hors de moi. Car le jour où le Premier ministre hongrois Viktor Orban nous accusait de “tricherie”, nous recevions dans l'après-midi une lettre du ministère de l'Éducation pour nous informer que nous étions en règle. Et si problème il y a, qu'on s'assoie pour discuter ou qu'on porte l'affaire devant une cour de justice. Or cette nouvelle législation a été introduite sans aucun avertissement et sans avoir consulté qui que ce soit. Ce n'est pas comme ça qu'une société démocratique fonctionne. C'est une attaque politique directe contre notre université. Et c'est donc une bataille pour la liberté académique que je suis prêt à mener.

Pas question de baisser les bras donc...

Je suis déterminé à garder cette université ouverte. Si cela veut dire que je devrai enseigner l'histoire et la philosophie dans une tente installée dans un parc public, je le ferai. Et s'ils nous chassent de Budapest, on continuera dans une autre ville européenne. Ceci est une attaque politique, pas une crise existentielle. Le futur de l'université n'est pas en jeu. Mais notre souhait est de rester à Budapest. Si nous résistons et si Bruxelles agit courageusement, nous pourrions peut-être gagner cette bataille.

La Commission envisage d'ouvrir une procédure d'infraction contre la Hongrie à la fin du mois d'avril. Avez-vous évoqué ce scénario lors de votre rencontre avec le commissaire Frans Timmermans ?

Nous avons eu une bonne discussion et je suis prudemment optimiste. Nous avons reçu plusieurs marques de soutien de la part des commissaires européens, et notamment du commissaire à l'Éducation hongrois Tibor Navracsics, qui a pris des risques en critiquant cette loi. Nous sentons également que le Parti populaire européen – qui compte dans ses rangs le Fidesz,

parti de Viktor Orban – est gêné d'être associé à un gouvernement qui ne cesse de violer des valeurs fondamentales de l'UE. Mais la question est de savoir quand et s'ils passeront aux actes. Je ne cherche pas à défier politiquement le régime en place. Mon boulot est de protéger mon université. Et pour cela, j'ai besoin d'actes de la part de l'UE. Je ne suis pas en mesure d'exiger quoi que ce soit. Mais ce que je peux faire, c'est dire aux eurodéputés : “Ils sont en train d'attaquer mon institution. Cela vous plait ? Non ? Alors faites en sorte que cela s'arrête.” A eux de voir s'ils veulent agir. Rappelons que c'est la première fois depuis 1945 qu'un État membre tente de fermer une université libre.

La paranoïa anti-Soros s'étend depuis des mois dans plusieurs pays d'Europe centrale. Vous attendiez-vous à subir ce genre d'attaque ?

Nous étions en effet conscients du fait que le climat devenait de plus en plus sombre. Le parti parodique du “Chien à deux queues” avait organisé une manifestation contre le gouvernement et sur l'une des pancartes on pouvait lire : “Soros est à blâmer pour la météo.” Vraiment, il n'y a rien pour lequel il ne serait pas responsable. Mais j'ai envie de dire que cela n'a rien à voir avec nous. Si les politiciens veulent jouer ce jeu, s'ils veulent utiliser cette rhétorique pour servir leur agenda politique, qu'ils le fassent. Mais qu'ils ne prennent pas en otage une institution libre pour servir des objectifs politiques, quels qu'ils soient.